

TIERS-MONDE ET COOPÉRATION

LE 27 octobre 1967, devant les inquiétudes que suscitait l'avenir de la coopération internationale en faveur des pays en voie de développement, le président de la Banque mondiale suggérait la tenue de « grandes assises » réunissant des personnalités très expérimentées de différents pays et des spécialistes qui évalueraient le résultat de vingt années d'aide, déceleraient les erreurs et proposeraient des politiques plus efficaces.



M. Lester Pearson
ancien premier ministre du Canada

Le 18 août 1968, M. Lester Pearson, qui venait d'abandonner ses fonctions de premier ministre du Canada, était chargé de former une commission pour entreprendre cette étude. Le rapport qui en présente les résultats, récemment paru en France, ne manque pas de sévérité ; il dégage cependant les grandes lignes d'une aide plus efficace qui devrait ouvrir la voie à l'établissement de relations plus constructives entre les nations en voie de développement et les nations développées de la communauté mondiale (1).

La commission estime que l'évolution observée au cours des vingt premières années d'aide aux pays en voie de développement n'a pas été négative, en dépit des erreurs qui ont pu être commises. Dans nombre de ces pays, la croissance économique a été plus rapide qu'elle ne l'avait jamais été dans les pays industrialisés pendant la période correspondante de leur histoire.

Beaucoup de pays du tiers-monde ont prouvé, en dépit de certaines craintes,

(1) *Vers une action commune pour le développement du tiers-monde*. Denoël éd., Paris 1969, 512 p., 30 F.

qu'ils étaient capables de faire un gros effort de développement.

Depuis 1966, l'appui international au développement est cependant devenu moins vigoureux. Le volume de l'aide extérieure publique, notamment, n'a pas suivi le rythme d'accroissement du produit national dans les pays riches, aux Etats-Unis en particulier. Un climat de désenchantement est né, dû à un certain nombre de conceptions fausses. Les pays développés nourrissent des espoirs utopiques de « développement instantané » alors qu'ils devraient savoir que le développement est un processus à long terme. Ils critiquent le gaspillage dans l'utilisation qui est faite de leur aide et se plaignent d'être mêlés, en raison même de cette aide, aux conflits politiques, voire armés, dans lesquels les pays bénéficiaires peuvent se trouver engagés. Ils oublient que, trop souvent, l'aide bilatérale a été dispensée afin d'obtenir des avantages politiques à court terme, de s'assurer des positions stratégiques ou de favoriser les exportations du pays donateur. Dans les années 1950, une aide extérieure importante a été accordée à certains pays beaucoup plus pour leur permettre d'entretenir une armée nombreuse que pour promouvoir leur développement économique à long terme. Est-il étonnant que les espoirs de développement aient été déçus et que les pays donateurs aient été impliqués, en raison de leur assistance même, dans les conflits politiques des pays bénéficiaires ?

Les pays du tiers-monde n'ont pas, non plus, toujours été exempts d'idées préconçues. Les nations nouvellement indépendantes ont cru souvent que l'élimination de la domination étrangère ouvrirait la voie à une prospérité qui pouvait être rapidement atteinte, sans se rendre exactement compte de la nature des obstacles qui s'opposaient au progrès. La nécessité d'augmenter les exportations a été trop souvent sous-estimée et le développement agricole négligé. Il est arrivé aussi que, pour enrichir certains groupes, il ne soit pas fait appel à la participation de la masse de la population pour contribuer au développement.

Tout le monde admet aujourd'hui que les effets d'un apport de ressources extérieures sont fonction de l'efficacité avec laquelle le pays bénéficiaire utilise ses propres ressources ainsi que de sa politique économique et sociale.

Tout le monde reconnaît aussi que la richesse ne confère pas à un pays prospère le droit de dominer la vie nationale d'un pays moins favorisé en raison de l'aide qu'il lui apporte. Les « relations de développement » qui sont au cœur d'une politique d'assistance efficace doivent être fondées sur le respect mutuel ; elles doivent aussi reposer sur un partage très net des responsabilités où il soit tenu compte des intérêts et des exigences des deux partenaires.

Les chapitres 2 et 3 du rapport donnent un bilan détaillé de l'assistance internationale au tiers-monde de 1948 à 1967 et indiquent les obstacles les plus graves que devront surmonter dans les années à venir les économies des pays en voie de développement. Les autres chapitres contiennent les recommandations de la commission sur l'action à entreprendre. Dans leur ensemble, elles définissent une stratégie visant à renforcer la coopération internationale pour le développement, dont les objectifs principaux sont les suivants : mise en place d'un système d'échanges internationaux libres et équitables ; développement des apports de capitaux extérieurs privés, sous réserve de mesures garantissant le bénéfice de ces investissements à la fois aux pays bénéficiaires et aux investisseurs ; meilleure coordination des efforts ; augmentation du volume de l'aide internationale, qui devrait être portée en 1975 à 1 % au moins du produit national brut des pays riches ; mesures permettant de résoudre le problème de l'accroissement des dettes des pays en voie de développement ; plus grande efficacité dans l'administration de l'aide, notamment par une garantie de continuité dans la fourniture de l'aide et par la suppression de la pratique de « l'aide liée » ; meilleure orientation de l'assistance technique, dont les objectifs et les méthodes doivent être adaptés aux besoins des pays en voie de développement ; ralentissement de la croissance démographique ; rénovation de l'aide à l'enseignement et à la recherche ; renforcement du système d'aide multilatérale.

D'abord professeur d'histoire contemporaine à l'université de Toronto, puis ambassadeur aux Etats-Unis, M. Lester Pearson a été élu en 1948 député libéral à la Chambre des communes du Canada ; il a été ministre des affaires extérieures de 1948 à 1958 et premier ministre de 1963 à 1968. Il a présidé l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies en 1952-1953 et joué un rôle marquant dans la plupart des événements internationaux de la période d'après-guerre. Il a reçu le prix Nobel de la paix en 1957.